

Vaucluse : la fin du gouvernement Barnier votée à l'unanimité



Ils sont 5 et ils ont tous voté la motion de censure : un de LFI -NUPES, Raphaël Arnault dans la 1ère circonscription (Avignon) et 4 du Rassemblement National : Bénédicte Auzanot dans la 2ème (Cavaillon), Hervé de Lépineau dans la 3ème (Carpentras), Marie-France Lorho dans la 4ème (Orange) et Catherine Rimbert dans la 5ème (Apt).

Michel Barnier, le plus âgé des Premiers Ministres de la Vème République (74 ans le 9 janvier prochain) aura aussi été le plus éphémère : 90 jours. Celui qui est resté le plus longtemps à Matignon est Edouard Philippe, sous le 1er mandat Macron (1 144 jours) avec Jean Castex (679 jours). Depuis le second mandat du Président de la République, déjà 3 locataires se sont succédés à Matignon : Elisabeth Borne (603 jours), Gabriel Attal (240) et Michel Barnier (90 jours), en attendant le 4ème.

Le plus âgé des Premiers Ministres de la Vème République aura aussi été le plus éphémère.

A contrario, le chef de l'exécutif qui a battu un record de longévité est Georges Pompidou (2 279 jours),



viennent ensuite Raymond Barre (1812 jours), Lionel Jospin (1 799 jours), François Fillon (1 787 jours), puis Pierre Mauroy (1 152 jours), Jean-Pierre Raffarin (1 120 jours), Michel Rocard (1 100 jours) et Jacques Chirac (780 jours).

Enfin, parmi ceux qui sont restés moins de 400 jours à Matignon, figurent Pierre Bérégovoy (361 jours), Maurice Couve de Murville (345 jours), Bernard Cazeneuve (155 jours). Quant à Edith Cresson, 1ère femme nommée à ce poste par François Mitterrand en mai 1991, et dont certains ont raillé la brièveté du mandat, en fait elle est restée 323 jours en fonction, soit presque trois fois plus longtemps que Michel Barnier.

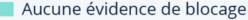
Censure : Ces pays qui bloquent les réseaux sociaux

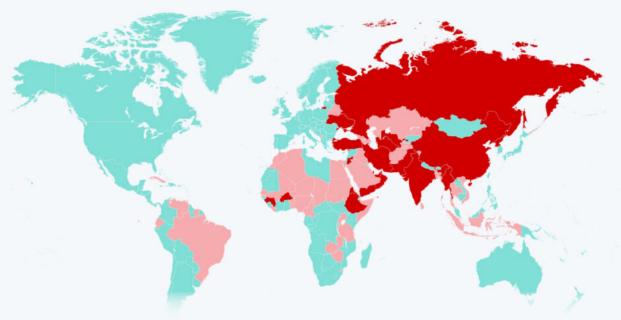


Ces pays qui bloquent les réseaux sociaux

Carte des pays ayant bloqué l'accès à des réseaux sociaux et/ou messageries (dont VoIP) depuis 2015

Restrictions actuellement en vigueur Accès bloqué dans le passé





Au 04/07/2023. Autres cas de perturbations de connexion au réseau Internet non inclus. Source : Surfshark









Depuis 2015, 62 pays ont bloqué l'accès à des réseaux sociaux ou des applications de messagerie (voix sur IP, messageries instantanées). Si l'on comptabilise les coupures et autres restrictions d'accès à Internet, ce chiffre grimpe à 77. C'est ce qui ressort d'une <u>étude</u> couvrant 196 pays réalisée par la société Surfshark, spécialisée dans la protection de la vie privée et la sécurité des données en ligne.



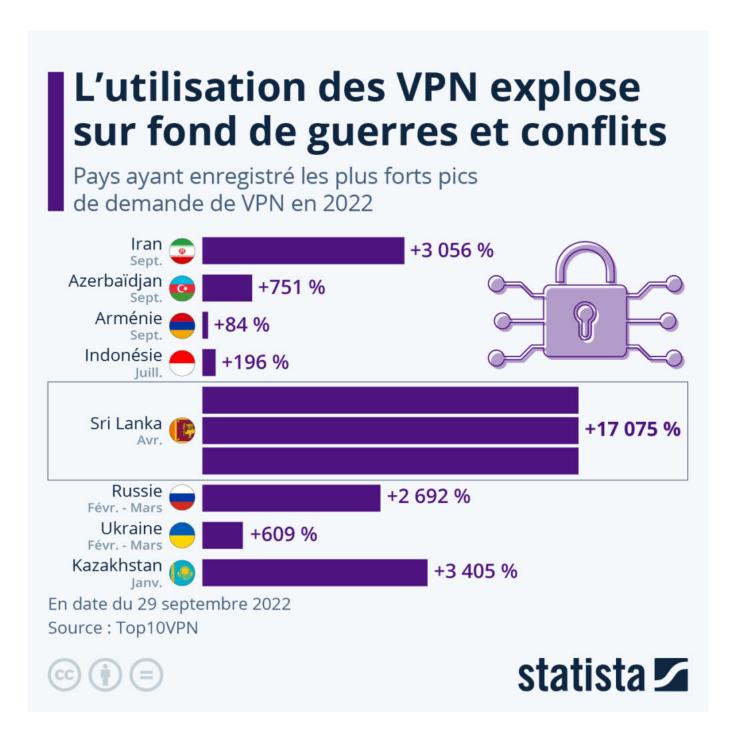
Ces restrictions sont principalement le fait de <u>gouvernements non démocratiques</u>. Comme le montre notre carte, la grande majorité des pays ayant bloqué l'accès à des réseaux sociaux ou messageries ces dernières années sont situés en Afrique et en Asie. Dans la plupart des cas, les restrictions sont temporaires et visent à limiter ou contrôler les flux d'informations lors de troubles et d'événements politiques (élections, manifestations, guerres, conflits, coups d'État, etc.). Parmi les cas les plus récents, on peut citer le Sénégal, où des coupures de plusieurs plateformes, dont <u>Facebook</u>, Twitter, Instagram, WhatsApp et Telegram, ont été rapportées le mois dernier lors des protestations contre la condamnation du leader de l'opposition Ousmane Sonko. L'accès à depuis été rétabli.

Selon Surfshark, des restrictions sont actuellement toujours en vigueur dans une vingtaine de pays (au 4 juillet 2023). En Chine, en Russie, en Corée du Nord, en Iran, au Myanmar et au Turkménistan, ce sont principalement les <u>réseaux sociaux</u> étrangers qui ont été bannis par les autorités, comme Twitter, Facebook et Instagram. Il convient de noter que la Chine a en parallèle développé son propre écosystème national d'applications, avec par exemple WeChat, Weibo et QQ. Quant aux pays de la péninsule Arabique – Émirats arabes unis, Qatar, Oman, Yemen – ils restreignent l'utilisation de WhatsApp, Telegram et plus généralement des appels passés via Internet (voix sur IP).

En réponse aux violences urbaines qui ont enflammé les <u>banlieues françaises</u> fin juin, le président Emmanuel Macron a évoqué de potentielles mesures visant à bloquer l'accès aux réseaux sociaux en cas d'épisode de crise dans le pays. Ce genre de mesures, si elles venaient à être mises en place, constitueraient une première au sein des <u>démocraties occidentales</u>.

De <u>Tristan Gaudiaut</u> pour <u>Statista</u>

Censure numérique : les citoyens se tournent massivement vers les VPN



Face aux manifestations organisées partout en Iran depuis la mort de Mahsa Amini, décédée le 16 septembre après avoir été détenue par la « police de la moralité », le pouvoir iranien a pris la décision de couper l'accès à Whatsapp et Instagram. Dans la grande majorité des cas, les blocages de sites Internet imposés par les gouvernements sont le fait de <u>régimes autoritaires</u>, cherchant à contrôler le partage d'informations pouvant alimenter des protestations et des soulèvements.



Afin de contourner ces <u>mesures de censure</u> numérique, les citoyens se tournent massivement vers les réseaux privés virtuels, ou VPN, qui leur permettent d'accéder à certains contenus ou sites bloqués en changeant d'adresse IP (localisation de la connexion).

En Iran, la demande de téléchargement de VPN a augmenté de plus de 3 000 % en septembre, selon les données de <u>Top10VPN</u>. Comme le montre notre graphique, d'autres pays ont également connu une ruée vers ces outils de <u>cybersécurité</u> cette année. Au Sri Lanka, par exemple, une augmentation de 17 000 % des téléchargements de VPN a été enregistrée le 3 avril 2022, lorsque les plateformes telles que Facebook, YouTube, Twitter, <u>Instagram</u> et WhatsApp ont été bloquées. Cette coupure est intervenue alors que le gouvernement imposait un couvre-feu pour empêcher la tenue de manifestations liées à une grave crise économique, dont les origines sont principalement attribuées à une mauvaise gestion gouvernementale.

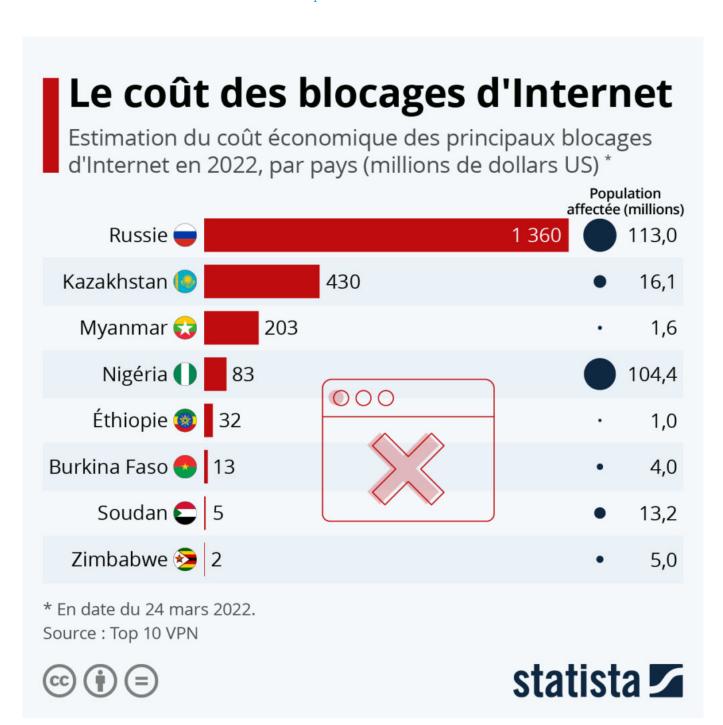
L'Azerbaïdjan et l'Arménie, où de nouveaux affrontements ont éclaté à la frontière le mois dernier, ont également connu un pic de demande de VPN, avec une hausse respective de 751 % et 84 % mesurée en septembre. Au début de l'<u>invasion russe de l'Ukraine</u>, en février et en mars, la Russie a enregistré un pic des téléchargements de VPN de plus de 2 600 % et l'Ukraine d'environ 600 %. En Russie, la BBC, Euronews et le site de la radio française RFI figurent parmi les sites de presse étrangers qui ont été bloqués pour avoir diffusé ce qui est considéré comme des « fake news » par le Kremlin.

De Tristan Gaudiaut pour **Statista**

Combien coûtent les blocages d'Internet ?

3 novembre 2025 |

Ecrit par le 3 novembre 2025



En restreignant d'abord, puis en bloquant l'accès aux <u>réseaux sociaux</u> et à plusieurs sites d'information russes et étrangers, la Russie a provoqué le blocage d'Internet le plus coûteux de 2022 à ce jour. C'est ce révèlent les <u>données</u> de l'entreprise technologique Top 10 VPN. D'après ces estimations, le coût économique des coupures d'Internet dans le pays s'élève à plus de 1,3 milliard de dollars depuis l'invasion de l'Ukraine. Bien que ces restrictions ne durent que depuis quelques semaines (591 heures au



24 mars), le grand nombre de personnes affectées (113 millions) est à l'origine de ce coût élevé.

Ces chiffres sur l'impact des blocages d'Internet placent la Russie devant le Kazakhstan, qui occupe la deuxième place en 2022, avec des pertes estimées à 430 millions de dollars pendant les coupures qui ont suivi les violentes manifestations contre les <u>prix du carburant</u> dans le pays en janvier. Le Myanmar est le pays dans lequel les blocages durent le plus longtemps : près de 3 900 heures à ce jour. Ces restrictions sont ciblées – principalement dans l'État Chin, à la frontière avec le Bangladesh – et elles n'ont donc pas été jugées aussi coûteuses.

Le Nigeria a levé son interdiction de <u>Twitter</u> en début d'année, mais plus de 100 millions de personnes ont été touchées en janvier et le coût économique a été estimé à 83 millions de dollars. L'Éthiopie a également connu de longues coupures d'Internet cette année, soit près de 2 000 heures cumulées. Là encore, comme les autorités ciblaient la région de Tigray, ravagée par la guerre civile, moins de personnes ont été affectées et les coûts ont été évalués à 30 millions de dollars.

De Tristan Gaudiaut pour Statista